

CURTIS, Bruce, *True Government by Choice Men?: Inspection, Education and State Formation in Canada West*. Toronto, University of Toronto Press, 1992. 250 p. 19,95 \$

Wendy Johnston

Volume 46, numéro 3, hiver 1993

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/305118ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/305118ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Institut d'histoire de l'Amérique française

ISSN

0035-2357 (imprimé)

1492-1383 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce compte rendu

Johnston, W. (1993). Compte rendu de [CURTIS, Bruce, *True Government by Choice Men?: Inspection, Education and State Formation in Canada West*. Toronto, University of Toronto Press, 1992. 250 p. 19,95 \$]. *Revue d'histoire de l'Amérique française*, 46(3), 514–516. <https://doi.org/10.7202/305118ar>

CURTIS, Bruce, *True Government by Choice Men?: Inspection, Education and State Formation in Canada West*. Toronto, University of Toronto Press, 1992. 250 p. 19,95\$

L'ouvrage de Bruce Curtis s'inscrit dans la foulée des remises en question du rôle de l'État dans la gestion de la pauvreté, du crime et de l'instruction publique. Professeur de sociologie et d'anthropologie à l'Université Wilfrid Laurier, Curtis a déjà publié une monographie importante traitant de la mise en place du réseau d'enseignement public ontarien au XIX<sup>e</sup> siècle (*Building the Educational State: Canada West, 1836-1871*, 1988). Cette nouvelle étude ne saurait donc passer inaperçue. L'auteur s'attarde à un groupe et à un niveau du pouvoir peu étudiés jusqu'à maintenant, soit les inspecteurs d'écoles, agents de la bureaucratie scolaire naissante. Il se propose de retracer les origines et le fonctionnement de l'inspection scolaire dans le Canada-Ouest au cours des années 1840, décennie cruciale pour la mise sur pied des infrastructures gouvernementales. Curtis nous livre une analyse riche et stimulante qui témoigne de l'essor du champ de l'histoire de l'éducation au cours des vingt dernières années.

Pourquoi l'auteur a-t-il choisi de centrer son étude sur l'inspection scolaire? Selon Curtis, celle-ci fait partie intégrante d'un projet éminemment politique visant la socialisation populaire qui serait essentielle à la formation de l'État moderne. Les transformations politiques amorcées à la suite des Rébellions — mouvement vers un gouvernement plus représentatif, expansion de l'appareil administratif, centralisation et concentration du pouvoir — nécessitent une «révolution» culturelle, impliquant la normalisation et la standardisation des comportements, ainsi que la promotion d'une faculté d'auto-discipline chez les citoyens. Les inspecteurs d'écoles jouent un rôle d'intermédiaire indispensable dans cette entreprise. Ces agents de l'administration scolaire centrale sont chargés de veiller à l'application des règlements au niveau local, de recueillir des renseignements qui servent à la planification des interventions étatiques, et plus globalement, de promouvoir le perfectionnement social et moral de la population. Ces «*choice men*» de la classe moyenne mettent sur pied des pratiques administratives imprégnées de leurs valeurs, jetant ainsi les bases de «l'efficacité» bureaucratique. C'est une interprétation qui s'inspire largement des perspectives de Foucault, de Gramsci et de Weber sur la légitimation des rapports de pouvoir et du rôle de la bureaucratie dans la société.

La démonstration s'échelonne sur huit chapitres. Les quatre premiers portent sur l'arrière-plan et l'évolution législative du système d'inspection scolaire dans le Canada-Ouest. La conjoncture politique des années 1840, époque où l'on assiste à l'avènement de la responsabilité ministérielle et à la mise sur pied des institutions du gouvernement local, retient l'attention dans le chapitre un. Le deuxième chapitre se penche sur les modèles internationaux — notamment les exemples de l'Irlande, de l'Écosse, de la Prusse et de la Hollande — qui ont particulièrement influencé la pratique canadienne en matière d'inspection scolaire. Les débats entourant l'adoption des lois de 1843, 1846, 1847 et 1850, qui jettent les bases du système, font l'objet d'une

analyse aux chapitres trois et quatre. La deuxième moitié du livre examine de plus près les inspecteurs d'écoles et leurs activités. Le chapitre cinq trace un portrait des premiers trente-sept hommes qui sont nommés au poste d'inspecteur régional durant les années 1840. Les trois chapitres qui suivent s'intéressent au travail des agents de même qu'à leurs rapports avec l'État central et les autorités locales. Le chapitre six décrit les tâches et les responsabilités des inspecteurs dans l'ensemble, tandis que le chapitre sept étudie les cas de trois régions afin d'illustrer les variations dans les conditions de travail des inspecteurs. Enfin, dans le chapitre huit, il est question des efforts de l'État central en vue d'une meilleure réglementation et limitation des pouvoirs de ses agents.

Bien documentée et bien structurée dans son ensemble, cette étude offre plusieurs points d'intérêt. Elle a le grand mérite de replacer l'évolution canadienne dans son contexte colonial et international, faisant ressortir les enjeux politiques plus larges ainsi que le «libre-échange» au niveau des idées et des pratiques qui a cours dans le monde de l'éducation. L'expérience de l'Irlande, qui fait l'objet d'une analyse détaillée, est fascinante. Notons toutefois qu'il aurait été intéressant de pousser plus loin l'étude du cas des États-Unis, dont l'auteur signale à plusieurs reprises l'importance.

Par ailleurs, la biographie collective des inspecteurs constitue un volet fort intéressant de l'ouvrage. On y découvre des individus tels Dexter d'Everardo, quaker et financier, ainsi que Patrick Thornton, enseignant et bibliothécaire du Hamilton and Gore Mechanic's Institute. Produits d'une période de transition, ces pionniers de la fonction publique partagent encore plusieurs caractéristiques des élites traditionnelles et bénéficient d'une certaine autonomie dans l'exercice de leurs fonctions. L'auteur met également à profit la correspondance abondante entre les fonctionnaires scolaires et autres intervenants du monde de l'éducation afin de lever le voile sur les attitudes, les enjeux et les conditions matérielles de l'évolution qu'il décrit. Problèmes de transport, de financement, opposition des membres des élites locales sont autant de difficultés auxquelles font face ces agents durant leurs tournées d'inspection.

L'interprétation de Curtis et le cadre théorique qui la sous-tend provoquent certes la réflexion, mais ils ne sont pas, à mon avis, entièrement satisfaisants. L'auteur prend bien soin de se distancer d'un modèle statique de contrôle social (p. 9-10). Or, son approche insistant sur la régulation sociale tend à mettre en valeur un État qui agit, et une population qui ne fait que réagir aux initiatives de ce dernier. Comme Curtis l'avoue lui-même, les attitudes populaires sur l'inspection scolaire demeurent dans l'ombre (p. 128). En effet, qu'en est-il des intérêts, voire même des initiatives de ceux qui ne font pas partie des élites? On peut encore se demander quel est l'impact à plus long terme de cette tutelle administrative dans la société. Dans quelle mesure l'expansion de la «machinerie» de l'inspection qui se produit après 1850 constitue-t-elle la «réussite» du projet étatique?

Ce volume apporte néanmoins une contribution importante aux débats sur les transformations sociopolitiques et culturelles du XIX<sup>e</sup> siècle canadien.

*True Government by Choice Men?* mérite donc de rejoindre un vaste public. On souhaite aussi que d'autres chercheurs se penchent sur les thèmes abordés par Curtis. À quand une monographie portant sur l'évolution de la bureaucratie scolaire dans le Canada-Est?

*Département d'histoire  
Université York*

WENDY JOHNSTON